



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## LES ISLAMISTES FONT LA COURSE EN TETE

Luis Martinez

Directeur de recherche Sciences Po-CERI

**Avec la mort de Kadhafi débute la transition démocratique. Pas moins de quarante-trois nouveaux partis, aux projets antinomiques, vont s'affronter au cours d'élections législatives, que devraient remporter des islamistes pourtant divisés.**

L'après-Kadhafi suscite de nombreuses inquiétudes. Des élections législatives sont prévues, le 7 juillet, afin de former une Assemblée constituante chargée de mettre en oeuvre les nouvelles institutions de la Libye qui seront soumises à référendum. Or les doléances des nouveaux acteurs politiques sont contradictoires et potentiellement porteuses de violence : débat sur le fédéralisme, redistribution de la rente pétrolière, formation d'un appareil sécuritaire, contrôle des frontières, place de la charia dans la constitution... Entre juillet 2012 et décembre 2013, date prévue de fin du cycle avec un scrutin présidentiel, la Libye sera immergée dans un processus électoral susceptible tout aussi bien de répondre politiquement et pacifiquement aux revendications des nouveaux acteurs que de les exacerber au point de rendre la violence irréversible. Le contexte dans lequel s'effectue la transition libyenne diffère de celui de la Tunisie et de l'Égypte : ses défis ne sont pas « seulement » d'ordre politique et économique, ils sont en plus d'ordre sécuritaire voire militaire. Le coût du renversement de Kadhafi est terrible : huit mois de guerre, 60 000 victimes selon diverses estimations – soit 1 % de la population –, des villes détruites, plus de 125 000 miliciens, répartis dans 150

groupes, qui ne désarment pas et des stocks d'armes dévalisés. Seule consolation : dans l'immédiat, grâce à la production pétrolière et au déblocage d'avoirs de Kadhafi par certains pays, le Conseil national de transition (CNT) n'est pas confronté à une crise financière.

Le 7 juillet, si le scrutin est maintenu, un peu moins de trois millions d'électeurs sont appelés à élire la future Assemblée constituante. Mais quels dirigeants pour la Libye de demain ?

À l'instar des autres pays de la région, les dirigeants de la Libye seront issus de la mouvance islamiste. À court terme, parmi les quarante-trois partis politiques qui ont vu le jour, bien peu, faute de capacité de mobilisation, ont des chances d'accéder au pouvoir. Le Parti de la justice et de la construction (PJC), issu des Frères musulmans, fait figure de favori, même s'il est concurrencé par le Mouvement islamique pour la constitution, également issu des Frères musulmans. Le PJC, qui affiche clairement les Frères musulmans égyptiens comme modèle, ambitionne de récupérer à la fois les nationalistes historiques du Front national pour le salut de la Libye (FNSL) et les révolutionnaires modérés de l'insurrection.

En revanche, le Mouvement islamique libyen pour le changement, qui est la formation politique du Groupe combattant islamique libyen (GICL) ayant mené le jihad, au cours des années 1990, contre le régime de Kadhafi, incarne des tendances plus radicales. Ses 5 000 à 7 000 combattants sont représentés au Conseil militaire de Tripoli. Un Conseil qui est en conflit latent avec le Conseil révolutionnaire de Tripoli, formé notamment de combattants de différentes régions (Misrata, Zintan...) qui redoutent la mainmise des anciens du GICL. Quant aux salafistes et aux autres jihadistes, ils sont discrets aujourd'hui : les premiers parce qu'ils étaient opposés à l'insurrection contre le régime de Kadhafi ; les seconds, issus du Mouvement des martyrs (représentant les vétérans des guerres d'Afghanistan) et qui sont la hantise des services de sécurité occidentaux, sont confrontés au fait que le jihad ne fait plus recette en Libye.

Les nombreuses milices généralement localisées, mais parfois regroupées en vastes coalitions, imprègnent fortement la nouvelle scène politique. Le programme de « désarmement, démobilisation et réintégration », soutenu par la communauté internationale, vise à recycler les combattants dans les forces de sécurité en gestation : le ministère de l'intérieur prévoit d'intégrer 70 000 miliciens, le ministère de la défense 5 000. Mais ce processus prendra du temps et surtout il ne garantit pas la loyauté des nouveaux membres des forces de sécurité aux représentants politiques qui émergeront des urnes.